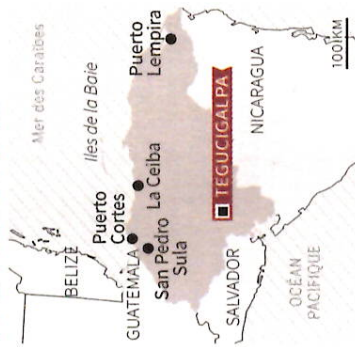


HONDURAS



CHEFFE DE L'ÉTAT Xiomara Castro
SUPERFICIE 112 000 km²
POPULATION (HAB.) 10,8 millions
PIB (MD \$) 36,7 **CROISSANCE** 3,6 %
CHÔMAGE 8 %
MONNAIE lempira (0,03 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1 (156°)

Mis en place en décembre 2022 pour lutter contre les extorsions des gangs, l'état d'exception était toujours en vigueur dans 226 des 298 municipalités du Honduras à la fin de l'année 2024. Selon la police, le taux d'homicides passerait, si les tendances de l'année se confirment, de 34 pour 100 000 habitants en 2023 à moins de 20 en 2024. L'Observatoire de la violence de l'Université nationale autonome du Honduras confirme que les niveaux de violence seraient les plus bas depuis vingt ans. Cependant, les organisations de défense des droits humains demandent la levée de l'état d'exception, qui est à l'origine, selon elles, de nombreuses violations des droits humains de la part des autorités policières et de l'armée. Les chiffres avancés par la police montrent qu'à peine 1,4 % des 35 000 arrestations effectuées depuis décembre 2022 sont liées aux extorsions, première raison d'être de l'état d'exception.

Le Honduras continue par ailleurs d'être un des pays les plus dangereux pour les défenseurs de l'environnement. L'un d'eux, Juan Lopez, qui luttait contre une exploitation minière, a été assassiné par balle, le 14 septembre. Selon l'ONG Global Witness, le Honduras arrivait, en 2023, en troisième place dans le monde pour le nombre d'assassinats de militants écologistes.

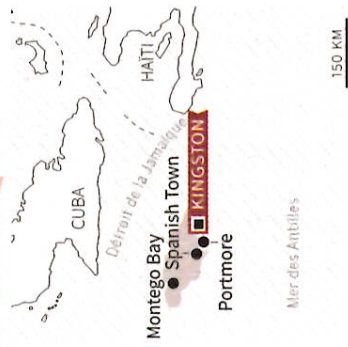
Politiquement, la présidente, Xiomara Castro (gauche), a été ébranlée début septembre par une vidéo montrant une rencontre entre son beau-frère et des trafiquants de drogue, soupçonnés d'avoir négocié le financement de sa campagne en 2013. Le prédécesseur de M^{me} Castro, Juan Orlando

Hernandez (2014-2022, droite) a été condamné, le 26 juin, à New York (Etats-Unis), à quarante-cinq ans de prison pour trafic international de drogue.

La mise en place de la Commission internationale contre la corruption et l'impunité au Honduras n'était toujours pas une réalité fin 2024, alors que la présidente avait promis qu'elle serait installée aux premiers mois de son mandat. Le Fonds monétaire international a prévu une croissance de 3,6 % en 2024 pour ce pays centraméricain de 10 millions d'habitants, la même que l'année précédente. ■

ANGELINE MONTVOYA

JAMAÏQUE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIÈRE MINISTRE Andrew Holness
SUPERFICIE 11 000 km²
POPULATION (HAB.) 2,8 millions
PIB (MD \$) 20,6 **CROISSANCE** 1,3 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar jamaïcain (0,005 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,7 (114°)

L'approche multidimensionnelle adoptée par le gouvernement jamaïcain pour lutter contre la délinquance « porte ses fruits », s'est félicité, le 19 mars, le premier ministre, Andrew Holness, lors d'une allocution à la Chambre des représentants. En 2023, ce pays de 2,8 millions d'habitants avait enregistré une baisse de 10 % du nombre de délits majeurs (homicides, fusillades, vols, braquages) et affiché « le taux de criminalité le plus bas dans le pays depuis vingt-quatre ans », a ajouté le leader travailliste. La décade s'est poursuivie en 2024, avec 1 039 homicides comptabilisés par la police jamaïcaine au 23 novembre, un chiffre en recul de 18 % sur un an.

Le 10 décembre, le gouvernement a présenté devant la Chambre des représentants un projet de loi visant à abolir la monarchie constitutionnelle dans ce pays membre du Commonwealth. Ce texte devra

guise, convoquer l'armée « lorsque la stabilité de la République l'exige » ou le nouveau corps de police qu'elle a institutionnalisé, une police volontaire qui était déjà à pied d'œuvre lors des manifestations de 2018, faisant plus de 300 morts en trois mois.

Dans la nouvelle Constitution, le Nicaragua est désormais défini comme un « Etat révolutionnaire qui se fonde sur des idéaux socialistes » et tout parti politique devra inclure ces idéaux dans ses statuts. Pourtant, la politique économique suivie par le régime est plutôt d'obédience libérale, voire ultralibérale. Dans le cadre de la division territoriale ont été créées des « zones spéciales de développement » pour attirer des investisseurs étrangers, qui seraient gérées par les investisseurs eux-mêmes, avec une intervention la plus minime possible de l'Etat nicaraguayen.

EXPULSIONS AU GUATEMALA

Malgré ce népotisme, les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque centraméricaine d'intégration économique, continuent de financer des projets au Nicaragua. Le Fonds monétaire international évalue la croissance à 4 % pour 2024, et confirme l'amélioration de l'activité après les trois années de récession, de 2018 à 2020. En cinq ans, le revenu par tête s'est très fortement redressé (+19 %), permettant aussi aux taux d'épargne (31 % du PIB, attendu en 2024) d'atteindre un maximum historique. A noter également, pour la troisième année de suite, un excédent budgétaire (0,3 % escompté du PIB), après neuf années de déficit public (2013-2021).

Toutefois, la population ne semble pas profiter de ces bons résultats macroéconomiques. L'inflation, bien qu'en nette décélération, demeure significative (4,8 % prévu en 2024, après 5,6 %, en 2023). De même, le taux de chômage (6,8 %) n'est pas encore retombé à son niveau de 2019 (5,3 %).

Cette année, le régime a libéré 135 prisonniers politiques, les ex-pulsant au Guatemala après les avoir déçus de leur nationalité et dépossédés de leurs biens au Nicaragua. Cette politique est désormais inscrite dans le marbre de la nouvelle Constitution. Divisée entre plusieurs pays, en particulier l'Espagne, le Costa Rica et les Etats-Unis, l'opposition a bien du mal à trouver un front commun pour espérer un jour se débarrasser de la famille Ortega. ■

ANNE VIGNA

PANAMA



CHEF DE L'ÉTAT José Raul Mulino
 (élu le 05/05/2024, en fonctions le 01/07/2024)
SUPERFICIE 76 000 km²
POPULATION (HAB.) 4,5 millions
PIB (MD \$) 87,3 **CROISSANCE** 2,5 %
CHÔMAGE 8,4 %
MONNAIE balboa (0,95 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 3,1 (109°)

Le Panama a choisi en mai un nouveau président, José Raul Mulino, qui a obtenu plus de 34 % des voix sous les couleurs du parti conservateur Realizando Metas (« réaliser les objectifs », RM) de l'ancien chef de l'Etat Ricardo Martinelli (2009-2014). Ce dernier a dû retirer sa candidature après la confirmation par la Cour suprême, en février, de sa condamnation à dix ans de prison pour blanchiment d'argent. Mais le RM n'a obtenu que 14 sièges sur 71 à l'Assemblée nationale, ce qui l'a obligé à s'allier avec des partis du centre et de la droite.

José Raul Mulino a concentré sa campagne sur la sécurisation de la frontière avec la Colombie, en particulier la zone de la jungle du Darien, par laquelle un demi-million de migrants sud-américains souhaitent se rendre aux Etats-Unis sont passés en 2023. Aux termes d'un accord de coopération avec le Panama, Washington s'est engagé à financer, à hauteur de 6 millions de dollars (5,7 millions d'euros), les rapatriements de migrants franchissant cette barrière naturelle.

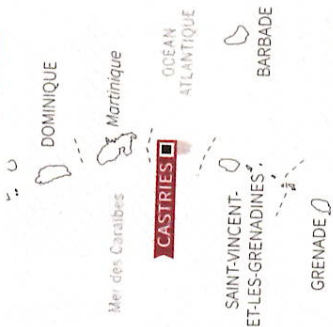
Selon le FMI, le Panama enregistrera en 2024 une croissance de 2,5 %, nettement inférieure à la période prépandémique (4,6 % en moyenne annuelle de 2015 à 2019). Cela n'empêche pas le revenu par habitant d'avoir progressé de 9 % entre 2019 et 2024 et le taux d'investissement du pays d'atteindre un niveau élevé (38 % du PIB en 2024, après l'historique 44,5 % de 2023).

Le canal de Panama, essentiel à l'économie mondiale, subit toujours des restrictions liées à la pénurie d'eau. José Raul Mulino a annoncé la construction d'un barrage sur le rio Indio afin d'assurer l'ap-

provisionnement en eau du canal, mais une forte opposition locale s'est constituée face à ce projet. ■

AN. VI.

SAINTE-LUCIE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Philip Pierre
SUPERFICIE 617 km²
POPULATION (HAB.) 180 000
PIB (MD \$) 2,6 **CROISSANCE** 3,9 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,35 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,8 (111°)

De l'or au 100 m, puis de l'argent au 200 m : la sprinteuse Julien Alfred a offert à Sainte-Lucie ses toutes premières médailles olympiques lors des Jeux de Paris 2024. Ces performances ont suscité un ferveur inouïe sur cette île de 180 000 habitants, où la jeune championne a reçu, le 27 septembre, un chèque de 1 million de dollars des Caraïbes orientales (350 000 euros environ) offert par le gouvernement.

La violence par armes à feu reste un sujet de préoccupation majeure dans ce micro-Etat membre du Commonwealth : au 27 août, la police saint-lucienne comptabilisait 54 homicides depuis le début de l'année contre 59 à la même date l'année précédente. Sur fond de hausse de la criminalité organisée, l'île caribéenne avait, en 2023, égalé son record de morts par armes à feu, avec 75 décès.

Le 1^{er} juillet, l'ouragan Beryl passait au sud de Sainte-Lucie, sans faire de victimes, mais occasionnant des dégâts estimés à 2 millions de dollars (1,9 million d'euros). L'activité économique devrait s'accroître de 3,9 % à Sainte-Lucie, en 2024, selon les prévisions du Fonds monétaire international, après 2,2 % l'année précédente, sur cette île où le tourisme représente environ la moitié du PIB. ■

J.-M. HA.

SAINT-KITTS-ET-NEVIS



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Terrance Drew
SUPERFICIE 260 km²
POPULATION (HAB.) 54 700
PIB (MD \$) 1,2
CROISSANCE 4,4 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,35 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,9 (66°)

Nous sommes à la croisée des chemins. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de l'inaction », a lancé Terrance Drew, le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies, le 27 septembre 2024. Le leader travailliste a appelé la communauté internationale à rompre avec le « business as usual ».

Le 17 octobre, le dirigeant a dévoilé, lors d'une allocution télévisée, un nouvel agenda gouvernemental visant à réduire la dépendance de ce micro-Etat de près de 55 000 habitants à son programme de citoyenneté par l'investissement (CBI). Après avoir culminé à 669 millions de dollars des Caraïbes orientales (235 millions d'euros), en 2022, assurant plus de 60 % des recettes de l'Etat, les revenus du CBI de Saint-Kitts-et-Nevis ont chuté à 218 millions de dollars des Caraïbes orientales entre janvier et septembre 2024, en raison des contrôles mis en place par le gouvernement « pour sauver le programme sur le long terme », a précisé M. Drew. Dans les années à venir, le petit pays, membre du Commonwealth, devrait miser davantage sur la construction, le tourisme, l'agriculture, et des projets de développement durable, a annoncé le premier ministre.

Selon les prévisions du FMI, le taux de croissance du PIB de Saint-Kitts-et-Nevis devrait rebondir à 4,4 %, en 2024, après être tombé à 2,3 % l'année précédente. ■

J.-M. HA.